

Allemagne : à Bochum, bastion social-démocrate, « c'est la campagne la plus difficile depuis longtemps »

Dans cette ville de la Ruhr, la domination du SPD s'appuyait sur le tissu industriel local, assurant de bons revenus et des avantages sociaux. Plombé par le bilan des années Scholz, le parti doit trouver de nouveaux moyens de conserver son fief, sur fond de montée de l'extrême droite.

[Romaric Godin](#)

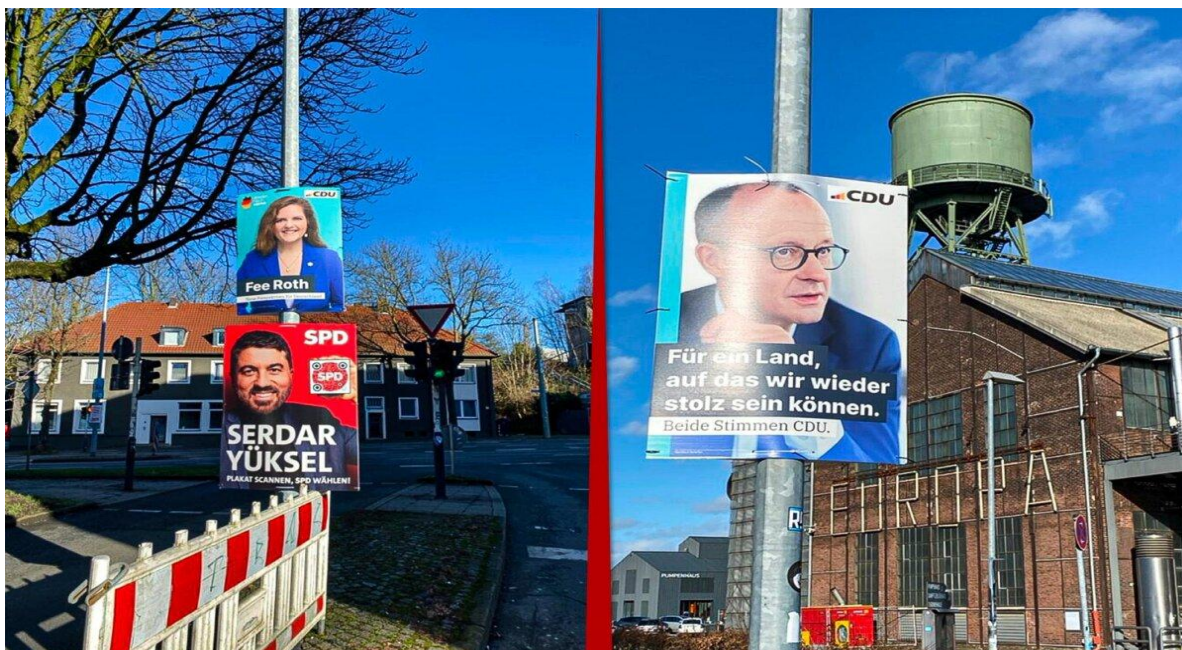
3 février 2025 à 12h23

BochumBochum (Allemagne).— Certains signes ne trompent pas. Durant tout le mois de janvier, la ville de Bochum a connu un phénomène peu courant jusqu'ici dans cette paisible agglomération allemande de la Ruhr : le vandalisme des affiches électorales en vue des élections fédérales du 23 février. Elles ont été déchirées, arrachées et taguées. Et selon le quotidien local WAZ, la police reconnaît qu'il s'agit d'un phénomène d'ampleur.

Ce qui est frappant, c'est que ce sont les affiches du Parti social-démocrate (SPD) qui ont été particulièrement visées. Le candidat du parti dans la première circonscription de la ville, Serdar Yüksel, parle même d'« *attaques* » et promet des plaintes. Mais le symbole est fort. Car, à Bochum, le SPD n'est pas un parti comme les autres, c'est une institution.

Cette ville de 300 000 habitants, coincée entre Essen et Dortmund, est dirigée depuis 1946 par un maire social-démocrate. Et depuis 1961, les deux députés de la ville élus au scrutin majoritaire sont sociaux-démocrates. Comme dans les villes voisines, cette domination du SPD s'appuyait sur le tissu industriel local, où le parti et le syndicat formaient un tout, assurant de bons revenus et des avantages sociaux. C'est sur ce système que s'est construite l'implantation locale sociale-démocrate.

« Lorsque je suis entré à l'usine pour faire mon premier stage, on nous présentait d'emblée le bulletin d'inscription au syndicat et au parti », explique un militant des Verts à Herne, une ville de 150 000 habitants qui fait partie de la deuxième circonscription électorale de Bochum. Quelques minutes plus tôt, un habitant d'un ancien quartier minier de Herne, dominé encore par l'ancien puits, vient gentiment de refuser son tract : « *Quoi qu'ils disent ou qu'ils fassent, moi, je vote pour le SPD.* » « *Il y a de moins en moins d'électeurs de ce type, mais il en reste* », résume le militant.



Les affiches de campagne de la CDU et du SPD à Bochum. © Photos Romaric Godin / Mediapart

Dans les années 1970, les mines de charbon ont fermé, devenant des monuments et des musées. Puis, les industries lourdes ont commencé, elles aussi, à fermer, les unes après les autres. En 2014, l'immense complexe de production d'Opel, usine historique de la marque, s'est arrêté. Les emplois ont été reconvertis dans les services à la personne, dans la logistique, dans la construction. Souvent avec une perte notable de salaire.

Le premier employeur de la ville est devenu l'université de la Ruhr et seulement 17 % des emplois à Bochum viennent encore de l'industrie, notamment de la grande aciérie de ThyssenKrupp.

Avec ces changements, la position du SPD à Bochum s'est progressivement effritée. Entre 1961 et 2005, le candidat du SPD a été élu dans la circonscription de Bochum I à la majorité absolue. En 1998, le candidat du parti a obtenu 60,7 % des voix. Puis son score s'est amoindri avec le changement structurel qu'a connu la ville et la mise en place des réformes Schröder. En 2021, le SPD a remporté la circonscription avec 38,3 % des voix. La victoire était encore confortable, mais le parti a perdu 22,4 points en vingt-trois ans. Certes, les frontières des circonscriptions avaient changé en 2002, mais dans le cadre actuel, le SPD a perdu 41 000 voix en dix-neuf ans, soit une chute de 41 %.

Alors, forcément, [l'échec](#) de la coalition « feu tricolore » dirigée par le social-démocrate Olaf Scholz et la très mauvaise posture du parti au niveau national font encore craindre une perte d'influence du SPD dans ce bastion. D'autant que les élections européennes de 2024 ont confirmé le risque : le SPD, avec 21,9 % des voix dans la ville, a été dépassé pour la première fois par la CDU et ses 23,4 %. En 2019, les Verts étaient passés devant, alors qu'en 2014, les sociaux-démocrates dominaient encore la ville avec plus de 39 % des voix. Bien sûr, les élections européennes sont particulières et l'abstention a été forte (37 %), mais le signal d'alarme est clair.

Le handicap Scholz

Le siège du SPD de Bochum est aussi celui de l'IGBCE régional, le syndicat de la mine, de la chimie et de l'énergie. Les portraits des dirigeants historiques du syndicat ornent les murs qui séparent les bureaux des responsables du parti. Serdar Yüksel, 51 ans, y reçoit. Très implanté localement, ce fils d'immigrés kurdes de Turquie connaît Bochum comme sa poche. Même ses adversaires doivent le reconnaître.

Candidat au Bundestag, il veut incarner cette ville travailleuse et multiculturelle « où se côtoient 160 nations ». Mais il le dit sans détour : « *C'est clairement la campagne électorale la plus difficile pour le SPD depuis longtemps.* » La « *perte de confiance est profonde* » et « *l'insatisfaction vis-à-vis de la politique berlinoise est immense* », ajoute-t-il. Mais pour lui, la confiance dans le SPD local reste forte, notamment grâce au travail de terrain de ses 4 000 adhérents.

Alors, Serdar Yüksel mène sa campagne le plus possible à distance du SPD national. Et il n'hésite pas à le dire clairement : « *Olaf Scholz est responsable en grande partie, en tant que chancelier, de la situation.* » Le candidat, qui se veut membre de « *l'aile sociale* » du parti, affirme d'ailleurs que sur le terrain, l'impopularité du chancelier sortant, qui reste candidat à sa propre succession, « *n'aide vraiment pas* ». « *J'ai fait remonter aux instances fédérales du parti ce que l'on entendait ici, sur les critiques que les gens formulaient contre Olaf Scholz, mais je n'ai pas été écouté* », affirme-t-il. De fait, beaucoup de gens croisés à Bochum n'hésitent pas à cacher leur rejet du chancelier sortant.



La mairie de Bochum. © Photo Romaric Godin / Mediapart

L'équilibre n'est pas simple à trouver. Sur ses affiches, Serdar Yüksel, comme tous les candidats directs du SPD, tient un QR code qui renvoie... à une vidéo d'Olaf Scholz. Dans la campagne, le chef local du SPD s'attache, en tout cas, à apparaître le plus proche possible des

électeurs. « *Je fais campagne autour de ce qui intéresse les gens, des thèmes qui sont importants pour eux, ici, à Bochum, pas de ce qui est important à Prenzlauer Berg [le quartier « bobo » de Berlin – ndlr], pas pour savoir si ceci ou cela est végétarien ou non* », martèle celui qui se dit sûr de l'emporter le 23 février.

Dans sa campagne, il n'hésite d'ailleurs pas à prendre des positions éloignées de celle du SPD fédéral. Sur la situation en Palestine, par exemple, « *un sujet important pour les habitants de Bochum, au-delà même des musulmans* », il affirme que « *la raison d'État de la République fédérale et la défense d'Israël ne peuvent pas aller au-delà du droit international* ». Député au Bundestag, il s'opposera, affirme-t-il, aux livraisons d'armes à l'État hébreu. Cette stratégie qui se veut proche du terrain pourra-t-elle freiner le déclin du SPD local ?

L'ombre de l'AfD

Il ne faut pas se fier aux apparences. Dans les rues de Bochum, les affiches les plus présentes dans cette campagne sont celles du Parti marxiste-léniniste d'Allemagne (MLPD), un parti néomaoïste qui a pour slogan « *make socialism great again* ». Elles sont omniprésentes dans le centre-ville et dépassent largement celles de tous les autres partis réunis. Mais ce parti, aux élections européennes de juin 2024, n'a obtenu que... 180 voix dans la ville.

Et ce n'est pas le MLPD qui est dans la tête de tout le monde dans la ville de la Ruhr, comme dans le reste de l'Allemagne. C'est bien plutôt le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), dont les affiches sont aussi rares que discrètes. « *On ne les voit nulle part sur le terrain, ce sont les médias qui font campagne pour eux* », résume le militant vert de Herne déjà cité.

À Bochum, l'AfD est moins implantée que dans le reste de l'Allemagne. Aux européennes de 2024, ce parti a obtenu 11,9 % des voix, soit quatre points de moins que la moyenne fédérale. L'écart était à peu près le même dans la première circonscription lors des élections fédérales de 2021, mais dans la seconde circonscription, l'AfD avait collecté 9,8 % des voix.

À lire aussi

[Allemagne : la semaine où le cordon sanitaire face à l'extrême droite a sauté](#)
31 janvier 2025

En cette fin janvier, à Bochum comme ailleurs en Allemagne, la question migratoire est au cœur de la campagne, alimentée par les deux attaques meurtrières de [Magdebourg](#) et d'[Aschaffenburg](#), et par un matraquage médiatique, notamment du très droitier quotidien populaire *Bild*. Serdar Yüksel doit le reconnaître, la question est au cœur des préoccupations des électeurs qu'il rencontre.

Le candidat du SPD met en avant, contre les discours de l'AfD, « *la réalité du terrain à Bochum qui lui donne tort* ». La ville est en effet marquée par les vagues migratoires qui sont venues alimenter l'économie locale, des Italiens aux Turcs, en passant par les Espagnols, les Grecs et, plus récemment, les Syriens. « *Dans la Ruhr, nous n'avons traditionnellement aucun problème avec les migrants, nous sommes une société ouverte et forte* », résume Bernhard Koolen, porte-parole du parti de gauche Die Linke à Bochum.

Cette force s'est révélée clairement le 19 janvier lorsque près de 13 000 personnes se sont regroupées devant la mairie de la ville pour protester contre la montée de l'AfD. Outre les partis de gauche, la manifestation a regroupé de nombreuses associations, mais aussi les Églises. Mais il n'empêche : Bochum n'est pas imperméable à la montée de l'extrémisme de droite.

Mobilisation massive en Allemagne contre l'extrême droite

« *Nous sommes le pare-feu* » : des dizaines de milliers de manifestants [ont appelé](#) dimanche 2 février, dans le centre de Berlin, à résister au rapprochement amorcé entre la droite et l'extrême droite allemandes à trois semaines des élections législatives. Contre ce « *pacte avec le diable* », le rassemblement au pied du Bundestag, le Parlement allemand, a été massif : 160 000 personnes selon la police, 250 000 selon les organisateurs.

La mobilisation était clairement dirigée contre le candidat conservateur (CDU) à la chancellerie, Friedrich Merz, qui [s'est appuyé](#) sur l'AfD dans le but de faire adopter des textes sur l'immigration, brisant un tabou politique d'après-guerre dans le pays. Jusqu'ici, les partis traditionnels refusaient toute coopération au niveau national avec l'extrême droite, au nom du « cordon sanitaire » dressé contre la formation nationaliste et hostile aux migrants.

Samedi, déjà, plus de 220 000 personnes avaient manifesté dans les grandes villes du pays, comme Hambourg, Leipzig, Cologne ou Stuttgart, selon des chiffres collectés par la chaîne de télévision publique ARD.

Dans un café-restaurant traditionnel de Wattenscheid, une ancienne ville minière rattachée dans les années 1970 à Bochum, on tape volontiers le carreau en milieu d'après-midi entre retraités. Un des joueurs n'hésite pas à revendiquer son vote en faveur de l'AfD. « *Sur le terrorisme, sur l'économie, sur les migrants, ils ont toujours eu raison et d'ailleurs, les autres partis disent comme eux maintenant* », fanfaronne-t-il sous le regard un peu désabusé de ses camarades qui, eux, penchent encore plutôt pour le SPD ou pour le parti de [Sahra Wagenknecht](#).

Pour lutter contre l'AfD, les partis de gauche tentent de mobiliser sur les sujets sociaux. Bernhard Koolen explique que Die Linke, qui présente dans la première circonscription Cansin Köktürk, une travailleuse sociale et autrice connue pour son engagement contre la pauvreté, mise sur une campagne de terrain. « *Pour répondre à la colère désespérée des gens, nous pensons qu'il faut écouter ce qu'ils ont à dire et les prendre au sérieux* », explique Bernhard Koolen, dont le parti engage une campagne de porte-à-porte visant plus de 8 000 foyers de la circonscription.

« *Il est plus simple, ensuite, de mettre en avant nos propositions sur des sujets concrets comme les loyers, la hausse des prix de l'énergie, les salaires* », résume-t-il. S'il affirme qu'il ne ressent aucune agressivité et reçoit une écoute croissante, notamment de la part des jeunes, la tâche ne sera pas simple. Die Linke, qui a profité jadis de la désaffection vis-à-vis du SPD, obtenant 13 % des voix en 2009 à Bochum I, n'a glané que 4,1 % des voix en 2021 et 3,4 % aux européennes. Dans le café de Wattenscheid, beaucoup de retraités hésitent encore sur leur vote du 23 février, mais nul ne songe à voter pour Die Linke.

Bochum dans la crise

Entre Bochum et Wattenscheid se dresse le dernier temple de l'industrie locale, l'usine ThyssenKrupp. Cette dernière [est frappée](#) de plein fouet par la crise industrielle dans laquelle s'enfonce l'Allemagne depuis deux ans. La situation inquiète tout le monde dans la ville, car il s'agit du dernier grand site de production de la région capable de produire des emplois ouvriers bien payés et d'alimenter en commandes les nombreuses PME industrielles des environs.



Le puits de mine désaffecté Holland, à Wattenscheid. © Photo Romaric Godin / Mediapart

Serdar Yüksel ne se montre absolument pas inquiet pour autant. « *Depuis cent cinquante ans, Bochum change en permanence de modèle économique* », affirme-t-il. Pour lui, cette crise sera dépassée comme les autres et pour ThyssenKrupp, il soutient le projet de transition vers un fonctionnement à base d'hydrogène mené par le land et la commune. Un projet hautement incertain, mais qui est une façon pour le candidat SPD de sortir du marasme actuel par le haut et de mettre un peu d'optimisme dans la campagne.

Elle en a bien besoin. Globalement, la coalition « feu tricolore » apparaît comme une expérience désastreuse pour beaucoup. « *On est inquiets, les loyers et le prix du chauffage*

mangent nos revenus », déclare une retraitée devant un supermarché au sud du centre-ville. Elle a « *toujours* » voté SPD, affirme-t-elle, mais cette fois, elle est « *très en colère contre Olaf Scholz, qui a laissé les Verts faire leurs folies, ce qui a fait exploser les prix* ». Elle ignore pour qui elle votera le 23 février.

L'inflation et l'économie sont un des principaux thèmes de campagne dans une région qui, malgré les discours triomphants du SPD sur les « *changements structurels* » réussis de la Ruhr, est frappée par la pauvreté et le chômage. À Bochum, le taux de chômage était en janvier 2015 de 10,2 %, [selon le bureau de l'emploi local](#), contre 6,4 % au niveau fédéral.

La pauvreté est aussi très présente dans la région. Selon le [rapport](#) réalisé par l'association Der Paritätische, le taux de pauvreté y était de 20,8 % en 2023. Un peu moins que dans l'ensemble de la Ruhr (22,1 %), mais bien plus que la moyenne allemande (16,8 %).

La reconversion de Bochum a laissé des traces : les emplois sont souvent moins bien payés et les tâches de service n'ont pas remplacé entièrement les emplois industriels. Souvent, on trouve un emploi à mi-temps qui ne permet pas de vivre correctement. À Bochum, le taux de sous-emploi, c'est-à-dire de personnes qui sont en emploi mais voudraient travailler davantage, atteint 12,3 % de la population active.

Alors forcément, lorsque l'inflation frappe et que la stagnation s'installe, la situation devient délicate. Malgré la réforme du système d'allocations sociales Hartz IV par la coalition sortante, le ressentiment est fort. Dans le café de Wattenscheid, les mots ne sont ainsi jamais assez durs pour les « *fainéants* » qui touchent le « Bürgergeld », l'indemnité pour les chômeurs de longue durée qui a remplacé le Hartz IV, « *sans rien faire* ». Même si, dans la salle, certains expliquent que des proches survivent grâce à lui.

La faute aux Verts ?

L'autre objet de ce ressentiment, ce sont les Verts. À Wattenscheid, le parti écologiste n'a obtenu que 10 % des voix aux européennes, contre 15,6 % dans toute la ville. Un groupe de quadragénaires qui se retrouvent dans un café près de la place August-Bebel, fondateur du SPD et ami de Friedrich Engels, attribuent les difficultés de ThyssenKrupp et de l'industrie allemande « *aux délires des Verts avec leurs normes environnementales et leur énergie hors de prix* ». Pour eux, la CDU de Friedrich Merz permettra de renverser la vapeur.

Le SPD lui-même n'hésite pas à jouer sur ce sentiment pour tenter de gagner quelques voix. Car si SPD et Verts constituent la majorité municipale à Bochum, les Verts sont une force montante à Bochum, notamment grâce à la présence de l'université. À Bochum I, les Verts avaient emporté 20,6 % des voix en 2021, devant la CDU. Aussi Serdar Yüksel n'hésite-t-il pas à mettre en avant ses différences avec le parti écologiste « *sur l'économie et l'énergie* » et à attribuer la récession actuelle à « *l'idéologie de Robert Habeck* », ministre fédéral sortant de l'écologie et candidat des Verts à la chancellerie.



Anna di Bari, candidate des Verts (au centre), avec deux militants à Herne. © Photo Romaric Godin / Mediapart

Dans l'autre circonscription, celle de Bochum II, la candidate directe des Verts, Anna di Bari, 25 ans, mène la campagne tambour battant. Sa circonscription est plus difficile que Bochum I (les Verts n'y ont obtenu que 12,5 % en 2021), mais elle assure que l'ambiance autour de la campagne des Verts est « *bonne* ». Elle aussi met en avant la différence entre l'ambiance anti-Verts au niveau national et la situation locale, où l'on écoute davantage ses arguments.

Mais cette ambiance, on l'a vu, est aussi forte au niveau local. « *L'idée selon laquelle les Verts sont responsables de tout est moins forte depuis quelques semaines* », assure-t-elle. Pour elle, les gens se rendent compte que c'est une posture « facile ». « *La critique des Verts empêche de cacher le manque de propositions pour une transformation écologique* », indique-t-elle. Anna di Bari affirme qu'elle répond aux critiques sur le niveau de vie et qu'elle ne s'adresse pas qu'à une supposée « clientèle » de son parti.

À Herne, elle passe aux travaux pratiques dans un ancien quartier minier. Accompagnée d'un duo de militants, elle sonne à toutes les portes et reçoit majoritairement un accueil poli mais distant. On sent néanmoins une forme de polarisation. Lorsque le jardin de la maison affiche un drapeau allemand à la place des étendards des drapeaux des équipes de football locales, elle sait que l'accueil pourrait être plus frais. Quelques portes se ferment sans prendre le tract. Un homme s'emporte : « *Les Verts ? Vous devriez disparaître !* », proclame-t-il. Un peu plus loin, l'accueil est très cordial et le vote déjà acquis...

Risque démocratique

Le 30 janvier, le kiosque bleu, toujours fermé, de la CDU qui trône devant l'entrée de la gare centrale de Bochum et qui affiche un vieux slogan pour les européennes est orné d'un immense graffiti écrit dans la nuit : « *Merz va amener l'AfD au pouvoir.* » La veille, pour la première fois de l'histoire de la République fédérale, la CDU, la CSU et le FDP ont voté une motion en faveur de la limitation de l'immigration avec les voix de l'extrême droite.



« Merz va amener l'AfD au pouvoir » : kiosque de la CDU devant la gare de Bochum, le 30 janvier 2025. © Photo Romaric Godin / Mediapart

Le choc a atteint les rues de Bochum, où les appels à des manifestations se multiplient. Près du chantier immense qui occupe une place du centre-ville, deux ouvriers du bâtiment font une pause et commentent l'événement. Le SPD et les Verts vont-ils s'allier avec la CDU après ce vote ? Y aura-t-il une alliance après le 23 février entre Friedrich Merz et l'AfD ? Les deux hommes en débattent, mais, en ce qui les concerne, le vote de la motion à Berlin aurait tendance à les faire revenir vers le SPD « *malgré tout* ». Toutefois, préviennent-ils, ils se décideront au dernier moment.

Serdar Yüksel a axé sa campagne sur cet enjeu démocratique. « *Cette élection est un moment décisif pour la République fédérale et pour la démocratie* », proclame-t-il. Et d'ajouter : « *Jamais il n'y avait eu de mouvement massif vers l'extrême droite de cette ampleur, et le danger d'une alliance entre l'AfD et la CDU est réel.* » Ne dramatiserait-il pas pour mobiliser l'électorat derrière le SPD ? « *Absolument pas* », répond-il. « *En discutant avec mes collègues de la CDU au Parlement régional, je me suis rendu compte qu'ils sont prêts à se rapprocher de l'AfD* », explique-t-il.

À lire aussi

Friedrich Merz, l'anti-Merkel qui espère devenir chancelier en 2025

5 janvier 2025

Sa campagne est donc centrée sur « *la défense de la démocratie et de l'État social* ». Car son scénario est celui d'un développement « *à l'autrichienne* » : des discussions qui échouent avec les Verts ou le SPD et le basculement vers une coalition avec l'AfD. Anna di Bari ne dit rien d'autre. « *Il y a quelques semaines, je pensais qu'une telle alliance était impossible, mais je n'en suis plus aussi sûre, et je crois que le scénario à l'autrichienne ne peut plus être exclu* », résume-t-elle.

Déjà, la situation a fait bouger les lignes. Pour la candidate écologiste, une partie de l'électorat chrétien modéré de la région, traditionnellement attaché à la CDU, viendrait chercher refuge auprès des Verts. Un moyen pour eux de favoriser une alliance noire-verte pour éviter l'alliance à droite. Mais en parallèle, le SPD, lui, doit éviter la fuite de son électorat traditionnel vers l'AfD et, dans une moindre mesure, vers le parti de Sahra Wagenknecht. Entre la déception des années Scholz, le sentiment de crise qui se répand, son ancrage traditionnel à gauche et le risque démocratique, Bochum va devoir faire un choix. Et il sera décisif pour l'avenir.

Romarc Godin